

LE FIGARO jeudi 27 août 2009

# Sarkozy menace l'Iran de « sanctions renforcées »

## DIPLOMATIE

En ouvrant hier à l'Élysée la conférence des ambassadeurs, le chef de l'État a de nouveau appelé Téhéran à « négocier sérieusement » sur son programme nucléaire.

SUR LE FRONT international, l'Iran n'est jamais loin des préoccupations de Nicolas Sarkozy. Le chef de l'État, qui s'est activé une bonne partie de l'été pour obtenir la libération de Clotilde Reiss, s'est adressé aux ambassadeurs de France réunis à l'Élysée en des termes assez peu diplomatiques. « Ce sont les mêmes dirigeants, en Iran, qui nous disent que le programme nucléaire est pacifique et que les élections ont été honnêtes. Franchement, qui les croit ? », s'est interrogé le président de la République sans mâcher ses mots.

Dans la même veine, il a menacé Téhéran d'un « renforcement très substantiel des sanctions », si aucune réponse favorable n'était apportée aux propositions des Occidentaux d'engager un dialogue sur la question nucléaire. « Nous n'avons

reçu aucune proposition positive », a-t-il déploré, insistant sur le fait que « la France soutiendrait des sanctions économiques sévères, à la hauteur de l'enjeu, au Conseil de sécurité et au Conseil européen ». Les « Six » (les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne) feront le point sur ce dossier à New York, en septembre. « On n'a pas le droit de se taire devant la crise qui s'organise », a dit Nicolas Sarkozy.

## Sommet pour le Proche-Orient

Il a également rendu hommage au représentant français en Iran, Bernard Poletti, élevé à la dignité d'ambassadeur de France pour son rôle dans les relations avec Téhéran, devenues très difficiles après l'arrestation de la jeune chercheuse au CNRS, Clotilde Reiss, et d'une employée franco-iranienne de l'ambassade, Nazak Afshar. « Si on est franco-iranien, on est français », a plaidé le chef de l'État avec vigueur. Les prochains jours diront si cette fermeté peut inciter les autorités iraniennes à hâter le rapatriement en France de Clotilde Reiss.



Devant les ambassadeurs de France et en présence de membres du gouvernement, hier, à l'Élysée, Nicolas Sarkozy a aussi insisté sur l'urgence de réformer la gouvernance mondiale. Sébastien Soriano/Le Figaro

Devant les ambassadeurs de France, Nicolas Sarkozy a aussi insisté sur l'urgence de réformer la gouvernance mondiale. Sur cette voie, le rôle que s'est taillé le G20 pour s'attaquer à la crise économique et financière, de même que les succès engrangés par l'Europe peuvent servir de modèle, a souligné en substance le président de la République. Faire en sorte que les organisations internationales gagnent en efficacité et en cohérence relève de l'urgence, a-t-il également relevé. « Le temps n'est pas notre allié, il est notre juge et nous sommes déjà en sursis », a-t-il dit en faisant

notamment allusion à la conférence de Copenhague sur le changement climatique prévu en décembre prochain.

« Je retiens avec plaisir que la transformation du G8 en G14 a franchi un pas décisif », a-t-il également observé. « La présidence canadienne en 2010 confiera l'essentiel du sommet au G14, et nous avons l'intention d'achever totalement cette transformation en G14 sous présidence française en 2011 », a-t-il dit.

Dans son discours diplomatique de rentrée, exercice rituel permettant de délivrer leur « feuille de

route » aux ambassadeurs, Nicolas Sarkozy s'est également déclaré prêt à convoquer cet automne, en accord avec l'Égypte et l'UE, un deuxième sommet de l'Union pour la Méditerranée consacré au Proche-Orient. Une initiative conditionnée toutefois par l'engagement d'Israël à un « gel précis et complet de la colonisation et une relance des négociations ». Sur cette question aussi, le chef de l'État plaide l'urgence. « Il est temps de régler ce conflit, a-t-il lancé. Il ne faut plus attendre, attendre quoi ? » Dans la perspective de cet éventuel sommet, les diplomates en charge du

Proche-Orient sont largement mobilisés. De source proche du gouvernement, on rapporte que Nicolas Sarkozy juge la démarche de Barack Obama trop prudente. Le président américain s'est jusqu'à présent reposé sur son envoyé spécial, George Mitchell, pour tenter de déminer le terrain diplomatique, notamment avec le gouvernement Nétanyahou.

À sa manière, ambitieuse, Nicolas Sarkozy estime que le moment est venu de forcer le destin en réunissant, d'ici à la fin de l'année, les protagonistes autour d'une table.

ALAIN BARLÉOT

# Les tout-puissants bureaucrates nippons redoutent l'alternance

## EXTRÊME-ORIENT

Kasumigaseki, le quartier des ministères à Tokyo, retient son souffle avant l'arrivée programmée de l'opposition au pouvoir.

Tokyo

« VOUS AVEZ de la chance, vous allez vivre une nouvelle Révolution française au Japon. Moi, mon problème, c'est que je suis du côté de Louis XVI... » Ce haut fonctionnaire du Meti, devenu directeur d'un centre de recherches après sa carrière au ministère de l'Industrie, a décidé de sourire de son sort. Mais il s'attend à être le grand perdant des élections législatives du 30 août.

Le Parti démocrate du Japon (PDJ), qui devrait remporter haut la main le scrutin, a promis de mettre au pas la bureaucratie nipponne, accusée de gérer le pays en sous-main, dans l'ombre d'une classe politique décrédibilisée. Pour ce faire, le PDJ jure de mettre fin à la pratique des *amakudari* (le terme signifie « descendus du ciel »), ces bureaucrates qui terminent leur carrière à la direction des sociétés qu'ils chapeautent lorsqu'ils officient à Kasumigaseki, le quartier des ministères. Le PDJ souhaite notamment créer une agence de contrôle de la bureaucratie pour mettre fin à ces pratiques, qui empêchent l'État de jouer son rôle d'arbitre impartial au milieu des intérêts particuliers.

## Héritage féodal

Un membre du PLD explique : « Jusqu'à maintenant, les décisions se prennent entre le premier ministre, les bureaucrates et le bureau stratégique du PLD. Tous les projets de loi sont décidés entre les trois. Et chaque semaine, les lundis et jeudis, les 17 bureaucrates au sommet de chaque ministère se réunissent pour approuver à l'unanimité les lois décidées auparavant par les trois entités. Ces lois sont finalement approuvées formellement en Conseil des ministres, le mardi et le vendredi, avant d'être présentées à la Diète pour leur adoption, pratiquement une formalité une fois encore ».

La prééminence de l'administration est intemporelle. Sa structure actuelle date de l'ère Meiji, commencée en 1868, mais d'aucuns la font remonter à l'ère Edo (1603-1868). À l'époque, le *shogun*, leader effectif du pays, dirigeait le pays au travers du *Bakufu*, un organe formé de seigneurs locaux (*daimyo*). Pour parler de la bureaucratie le peuple disait *o-kami*, le vent, comme s'il n'y pouvait rien.

Cette mentalité a perduré. La puissance de l'administration s'est nourrie du faible niveau des hommes politiques japonais, nommés à la tête de ministère dont ils ne comprennent souvent ni l'organisation, ni le sujet. « Un ministre est chapeauté par deux vice-ministres, un administratif et un parlementaire. C'est le vice-ministre administratif qui a le pouvoir », assure le patron d'un groupe d'armement européen.

## Monstre sans tête

Quant aux parlementaires, dépourvus de moyens (les députés n'ont souvent qu'un assistant, avec un faible budget de fonctionnement), ils n'exercent pas vraiment leur fonction de contrôle.

Enfin, les ministres ne sont que de passage (le pays a connu 6 ministères de l'Agriculture en deux ans) et ne font pas le poids face à ces monstres froids que sont les ministères, dirigés par des bureaucrates de carrière qui passent, pour les meilleurs d'entre eux, vingt-cinq ans dans la même maison. « Chaque année, une soixantaine des étudiants japonais parmi les plus brillants entrent, dans l'ordre, au ministère des Finances, aux Affaires étrangères et au ministère de l'Industrie. Leur dévouement à servir leur pays, le bien public japonais, est vraiment admirable. C'est après que ça se gâte... » estime le politologue Takao Toshikawa.

Comment lutter contre ce monstre sans tête ? Le PDJ renforcera considérablement le rôle du cabinet du premier ministre en y détachant toute son aile stratégique. La fameuse réunion bihebdomadaire des 17 hauts fonctionnaires sera supprimée, remplacée



Des fonctionnaires japonais devant la Diète, le parlement du pays, la semaine dernière à Tokyo. Toshiyuki Kitamura/AFP

par un think-tank auprès du cabinet du premier ministre. Enfin, le PDJ enverra au minimum 100 parlementaires de ses rangs dans les ministères. Mais, dans les faits, Yukio Hatoyama, le chef du PDJ, se montre déjà très prudent. Il devrait nommer au bureau du premier ministre, en charge de l'administration, le consensus Tsuyoshi Erikawa, ancien vice-ministre administratif lui-même.

Yukio Hatoyama ne peut se brouiller avec les bureaucrates, dont il a besoin pour son programme chantier : la réallocation du budget 2009, voté il y a quelques mois par le PLD, vers des dépenses qui correspondent à son programme, d'ici au mois d'octobre. « Personne hormis les bureaucrates ne comprend le budget, pas même les Japonais. C'est peut-être à dessein d'ailleurs », persifle le professeur Masashi Yumoto, ancien bureaucrate du ministère des Finances.

RÉGIS ARNAUD

## Des promesses « à la Robin des bois »

Le Parti démocrate du Japon (PDJ) a promis une politique économique axée sur l'éradication des inégalités sociales, un « programme à la Robin des Bois » qui divise les économistes. Allocations familiales, gratuité de l'enseignement, amélioration du sort des chômeurs, limitation des contrats précaires, abolition des péages autoroutiers... « Nous augmenterons le revenu disponible de chaque foyer », promet le PDJ, qui chiffre le coût annuel de son programme à 125 milliards d'euros. Un montant qu'il compte financer en faisant la chasse aux gaspillages budgétaires et en réduisant les salaires des fonctionnaires. « Un scénario fantasmagique à la Robin des Bois », pour l'économiste Richard Jerram.

(AFP)

# Le « Dictionnaire Lula » décrypte la rhétorique du président brésilien

## AMÉRIQUE LATINE

Un ouvrage révèle que l'ex-métallurgiste utilise 11 000 mots dans ses discours, beaucoup plus que la moyenne.

Rio de Janeiro

SAVEZ-VOUS parler Lula ? Depuis le début de son premier mandat, en janvier 2003, les adversaires de Luiz Ignacio Lula da Silva ont créé des dizaines de sites Internet recensant les « perles » d'un président qui, pour ne pas avoir dépassé le stade du brevet, accumule les fautes de grammaire. Ces lexiques, dictés par la détestation qu'une partie de l'élite voue à l'ex-métallurgiste, ont toutefois un succès limité. Si le président est si ignorant, comment expliquer la fascination qu'il exerce sur les foules dès qu'il prend la parole, et les 80 % de popularité dont il jouit après six ans et demi de pouvoir ?

C'est pour se pencher sur cette apparente contradiction que le journaliste Ali Kamel a décidé d'étudier la rhétorique du chef d'État qui a le plus parlé dans l'histoire récente du Brésil. Éliminant les allocutions officielles rédigées par des conseillers, il a concentré son travail sur 1 554 discours improvisés. Grâce à un logiciel informatique, il en a extrait 354 termes, les plus récurrents et significatifs. Cela a donné le *Dictionnaire Lula* – Un président exposé par ses mots. Tout juste arrivé dans les librairies, le pavé de 700 pages agite la politique brésilienne.

## Métaphores empruntées au football et à la vie quotidienne

Il commence par briser l'idée préconçue de l'ignorance. Grand orateur, le président a un vocabulaire de près de 11 000 mots, alors que la moyenne d'une personne ayant étudié ne dépasse pas 8 000 à 9 000 termes. Son propos est parsemé de métaphores empruntées au football et à la vie quotidienne. Cette maîtrise du « parler populaire » lui permet de prononcer des discours nuancés devant des publics issus de tous les milieux.

Des 354 entrées du dictionnaire, la plus importante est « Lula », nourrie de 25 pages d'extraits de discours. Conscient de sa biogra-



Le président Lula, mardi, lors d'un discours à Sao Bernardo do Campo. Whitaker/Reuters

phie exceptionnelle – enfant du Nordeste misérable devenu chef de l'État –, Lula en fait l'axe principal de sa rhétorique. En 2006, à Davos, devant l'élite économique mondiale, il déclare ainsi : « Je viens d'une terre où ne pas mourir avant l'âge d'un an tient du miracle. Je ne suis pas mort, et je suis devenu président. » Cet accident de l'histoire semble inspirer à Lula le sentiment d'être prédestiné à changer le Brésil. D'où la multiplication, dans son propos, d'expressions comme « Jamais auparavant dans l'histoire de ce pays... ». On les retrouve dans 890 des 1 554 textes analysés.

Directeur de la Centrale de journalistes du groupe Globo, Ali Kamel s'illustre traditionnellement par son opposition à Lula. Dans ce travail, il opte pour une posture plus neutre, soulignant toutefois les incohérences du président, qui peut aussi bien se prononcer pour des « alliances politiques pragmatiques », que se dire opposé aux « alliances avec le diable ». Une exigence traverse néanmoins tous les discours du chef d'État : celle que le gouvernement doit travailler pour les pauvres.

LAMIA OUALALOU